



PASS CULTURE

GEL DE LA PART COLLECTIVE : LES ARTISTES ET TECHNICIEN-NES MENACÉ-ES !

C'est avec stupeur que de nombreux-euses camarades ont appris, ce jeudi 30 janvier 2025, l'arrêt brutal des financements de la part collective du Pass Culture, jusqu'à la fin de l'année scolaire.

Le ministère de l'Éducation nationale a décidé de geler du jour au lendemain le budget mettant en péril des milliers d'emplois notamment artistiques et privant la jeunesse d'outils d'émancipation et d'apprentissage supplémentaires.

Sans concertation, sans avertissement, ce choix budgétaire met fin à de nombreux projets artistiques et culturels construits en collaboration avec des enseignant-es et des établissements scolaires ; une décision qui va pénaliser en premier lieu les élèves les plus défavorisé-es dont nous savons l'accès à la Culture plus difficile et qui soulève l'incompréhension du corps enseignant.

Après le rapport de la Cour des Comptes, nous étions en droit d'attendre une autre réforme du Pass Culture comme la remise en cause de sa forme juridique en Société par Actions Simplifiées ou encore la remise en cause en profondeur du "chèque culturel" (la part individuelle) versé à la jeunesse, très critiqué en raison de son inefficacité (alors que la ministre Rachida Dati, sous la pression des député-es d'extrême droite, vient d'annoncer que le Puy du Fou sera éligible dans l'offre individuelle !). Le choix de couper dans la part collective, dispositif qui se rapproche le plus de l'intérêt général est inacceptable.

Ce sont des auteur-rices, des artistes interprètes, des technicien-nes, des journalistes, du personnel administratif... qui sont du jour au lendemain en grand danger. Pour certain-es, dès le lundi suivant l'annonce, des semaines entières de travail ont été supprimées. Beaucoup d'entre elles et eux, ne pourront dans ces conditions faire leurs heures pour ouvrir des droits au chômage et faute d'activité, beaucoup risquent de se retrouver au RSA très prochainement.

Alors que les annonces de coupes budgétaires se succèdent un peu partout dans le pays ; alors que de nombreux-euses salarié-es nous alertent de leurs conditions de travail qui se dégradent et d'une précarité toujours plus forte ; alors que la permanence artistique est attaquée comme à l'Opéra de Toulon ; alors que nous dénonçons depuis des mois un plan de licenciement massif qui ne dit pas son nom ; voilà que ce gouvernement illégitime décide de porter un nouveau coup de massue à la profession.

Nous demandons expressément au ministère de la Culture et au ministère de l'Éducation nationale de reprendre en main les financements de la part collective afin de permettre à tous les projets en cours comme ceux non encore validés sur la plateforme de pouvoir voir le jour.

Dans ce contexte d'attaques incessantes sur nos métiers, la CGT spectacle appelle l'ensemble des salarié-es concerné-es par l'idée d'une culture non marchande, au service de toutes et tous, sur tous les territoires, dans nos lieux culturels, les hôpitaux, les EPHAD, les écoles, etc. à construire la mobilisation pour inverser le rapport de force.

Nous pouvons et nous devons construire un grand mouvement pour défendre la notion du service public de la Culture et nos professions. Il est encore temps de nous faire entendre. Réunissons-nous en AG dans nos régions et sur nos lieux de travail pour construire les mobilisations à venir.

Nous voulons vivre de nos métiers !

Paris, le 04/02/2025